



## Séance ordinaire du jeudi 21 février 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt et un février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Administration générale, Affaires  
Juridiques, Contentieux

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Michelle CASSAR, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Eric PETIT, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Administration générale, Affaires Juridiques, Contentieux - Protocole d'accord transactionnel avec les sociétés INGEROP CONSEIL & INGENIERIE et EUROVIA MEDITERRANEE - Autorisation de signature**

Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, rapporte :

En décembre 2009, la Commune de Castelnau-le-Lez a lancé une consultation en vue de l'aménagement de son centre historique.

Aux termes d'un acte d'engagement signé le 23 juin 2010, la Commune a confié la maîtrise d'œuvre complète des travaux à un groupement conjoint composé de la société INGEROP CONSEIL INGENIERIE, Mandataire, et de la société NBJ ARCHITECTES.

Suivant acte d'engagement signé le 3 août 2011, la Commune a confié la réalisation des travaux relevant du lot n° 3 « Voirie – Aménagements de surface et Mobilier urbain » à un groupement conjoint d'entreprises composé des sociétés EUROVIA MEDITERRANEE, Mandataire, SOLS MEDITERRANEE et NAALA.

Le 4 octobre 2012, la réception des travaux a été prononcée sans réserves à effet du 25 mai 2012.

En dépit de travaux ponctuels de reprise effectués début mai 2013, durant l'année de parfait achèvement, la Commune a constaté une dégradation des joints des pavés de son centre historique mettant en cause la stabilité de ces derniers.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les compétences de la Commune en matière de voiries ont été transférées à Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole a saisi le Tribunal administratif de Montpellier d'une requête en référé instruction le 6 juin 2016.

En cours d'expertise, des travaux de mise en sécurité des zones dégradées ont été réalisés par la société COLAS, mandatée à cette fin par la Métropole. Les pavés litigieux ont été remplacés par un revêtement bitumineux.

L'expert a déposé son rapport final le 12 juillet 2018.

Aux termes du rapport, l'expert a retenu la responsabilité de la société INGEROP à hauteur de 40 % et celle de la société EUROVIA à hauteur de 60 %.

C'est en cet état que les parties se sont rapprochées et, après concessions réciproques, ont convenu de mettre définitivement et irrévocablement fin au litige qui les oppose dans le cadre d'un protocole d'accord transactionnel tripartite.

A concurrence des pourcentages de responsabilité retenue à leur encontre dans le rapport d'expertise, les sociétés acceptent de s'acquitter, au bénéfice de la Métropole des sommes de :

- INGEROP CONSEIL & INGENIERIE : 48 736,24 € ;
- EUROVIA MEDITERRANEE : 73 104,34 €.

En contrepartie, Montpellier Méditerranée Métropole :

- confirme qu'elle accepte, de manière expresse et irrévocable, la solution de reprise des Désordres effectuée par la société COLAS au cours de l'expertise conduite par Monsieur FLECHON ;
- renonce, de manière expresse, définitive et irrévocable, à toutes réclamations, instances et actions trouvant leur origine dans les désordres et dans les faits exposés en préambule du protocole d'accord transactionnel, à l'encontre de la société INGEROP, EUROVIA et de leurs assureurs respectifs.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé la résolution à l'amiable de ce litige par la signature d'un protocole transactionnel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du protocole transactionnel à intervenir avec les sociétés Ingerop Conseil & Ingénierie et Eurovia Méditerranée ;
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire et notamment le protocole transactionnel.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/02/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 27 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190221-74049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/02/19

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

- Protocole transactionnel.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.